



déclaration du 5 mai 2019

Le temps presse !

**Pour balayer le régime :
ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE**

**Pour satisfaire les revendications du prolétariat et de la jeunesse :
GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES : L'UGTA – DÉBARRASSÉE
DE LA CLIQUE DE SIDI SAÏD - ET LA CSA**

**Dans ce but :
FRONT UNIQUE CSA-UGTA POUR APPELER À LA GRÈVE GÉNÉRALE,
CONSTITUER LES COMITÉS DE GRÈVES ET UN COMITÉ CENTRAL DE GRÈVE !**

UN 1^{er}-MAI SOUS LE SIGNE DE LA RÉPRESSION

Pour tous ceux qui entretiennent à dessein l'illusion mortelle d'une possible fraternité entre l'armée et le peuple, un nouveau démenti cinglant a été donné lors de la manifestation du 1^{er}-Mai. La place du 1^{er}-Mai a été littéralement assiégée par les forces de répression de l'État militaro-policié, avec à sa tête Gaïd Salah. La répression a battu son plein avec son lot de gaz lacrymogènes et d'arrestations de militants syndicaux. Le modèle à suivre pour Gaïd Salah, c'est Sissi en Égypte. Face aux militants qui veulent se réapproprier leur syndicat tout en luttant pour des revendications ouvrières, le régime militaro-policié envoie ses bataillons de CRS pour réprimer.

Les travailleurs, la classe ouvrière et la jeunesse n'ont pas manifesté pour une transition quelconque, sous l'égide de l'armée, quel qu'en soit l'habillage « constitutionnel ». Ils sont venus en nombre pour exiger le départ de tout le système, ils sont venus pour la reconquête de leur centrale syndicale, l'UGTA, en virant les bureaucrates à sa tête, ils sont venus enfin et surtout pour la satisfaction des revendications socio-professionnelles, des revendications ouvrières. *El Watan* du 2 mai rapporte :

« Certains adressaient des messages particuliers, comme ce retraité qui a écrit : "L'IRG m'aspire 30% de mon salaire." Un autre arbore une large pancarte où il évoque sa situation personnelle : "Je suis syndicaliste à l'Enafor. Après 17 ans de service, j'ai été abusivement licencié. On veut l'assainissement des entreprises pétrolières de la mafia administrative et syndicale de Sid'hom Saïd !"

Un ancien cadre de Naftal explique qu'il a été "licencié en 2013 après 28 ans de service" pour avoir "dénoncé les agissements de syndicalistes UGTA, notamment en matière de recrutement familial à Khenchela, et les mauvaises conditions de travail". Il arbore un écriteau sur lequel est

écrit ce message ironique : "La prochaine tripartite aura lieu à El Harrach : Sid'hom Saïd-Ouyahia -Haddad !"

Devant le siège de l'UGTA, les manifestants scandaient :

"Saha aidkoum yetnaha gaw3 !" (Bonne fête, qu'ils partent tous !), "Allah Allah ya baba, djina enharro ennaqaba" (On est venus libérer le syndicat)...

Sur le parvis de la Grande-Poste, la foule scandait : "Echaâb yourid yetnahaw gaâ" (Le peuple veut qu'ils partent tous), "Had echaâb la yourid Gaïd Salah we Saïd" (Ce peuple ne veut pas Gaïd Salah et Saïd)...

LA HIÉRARCHIE MILITAIRE DÉTERMINÉE À EN FINIR

Ce n'est pas un hasard si à chaque fois que la classe ouvrière et la jeunesse s'expriment sur leur propre terrain, la répression s'abat de façon brutale et sans le moindre état d'âme. Le chef d'état-major des armées ne s'en cache pas à travers les discours qui ponctuent la tournée des régions militaires, visant à souder l'armée et sa hiérarchie autour de lui, les préparant au bain de sang si cela s'avère nécessaire.

Il alterne les menaces et l'invitation à la participation de toutes les forces politiques à sa « transition », c'est-à-dire au rétablissement de l'état bourgeois, pour le compte de l'impérialisme.

S'appuyant sur les purges qui se poursuivent contre les anciens maîtres (Hadad, Saïd Bouteflika, Ouyahya, Mediène...), certains voudraient accréditer l'idée d'une opération mains propres qui constituerait une garantie de la bonne volonté de la hiérarchie militaire avec à sa tête le chef d'état-major des armées !

De qui se moque-t-on ?

Gaïd Salah occupe depuis 2004 la fonction de chef d'état-major de l'Armée nationale populaire. Depuis 2013, il est aussi vice-ministre de la Défense nationale.

Si les purges ont lieu, ce n'est que pour en finir avec la lutte des clans afin de renforcer son propre pouvoir pour restaurer l'état bonapartiste. Au passage, cela lui permet de donner du grain à moudre à tous ceux qui n'attendent qu'une opportunité pour rentrer dans la « transition ».

RIEN N'EST NÉGOCIABLE, ILS DOIVENT TOUS PARTIR !

La classe ouvrière et la jeunesse ne sont pas dupes. Tout le monde sait qu'aucune revendication, qu'elle relève des revendications démocratiques ou des revendications sociales, ne peut être satisfaite dans le cadre de ce pouvoir. La teneur des slogans du vendredi 3 mai, qui vit encore de véritables marées humaines dans les rues, en atteste de façon éclatante. Parmi les slogans dominants, il y avait : « dehors Gaïd Salah !! », « dehors tout le système ! » « Pas d'élection présidentielle ! »

Cette aspiration, elle s'exprime autant dans les manifestations que dans les innombrables grèves qui secouent le pays, et qui associent les revendications politiques, comme le droit de manifester, le droit de grève, le droit de disposer de syndicats indépendants de la bourgeoisie et du pouvoir, et les revendications sociales, en matière d'embauche, de salaire, de condition de travail, de lutte contre la corruption et les passe-droit en matière de recrutement ou de logement, par exemple...

Tous savent qu'on ne peut rien attendre de ce régime sinon une fin de non-recevoir doublée, le cas échéant, de l'écrasement de la mobilisation dans un bain de sang.

LA SEULE ISSUE OUVRIÈRE : UN GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES, DE L'UGTA (DÉBARRASSÉE DE LA CLIQUE DE SIDI SAÏD) ET DE LA CSA

Les revendications des travailleurs et de la jeunesse algérienne portent en premier lieu sur les revendications démocratiques : chasser le régime, obtenir le droit sans restriction de manifestation,

d'organisation syndicale et politique, abolir le code de la famille, obtenir la reconnaissance pleine et entière de la langue amazigh, etc. En ce sens, la première revendication politique, c'est l'élection d'une Assemblée nationale souveraine au suffrage universel, élection contrôlée par les masses en lutte dans le cadre de la plus totale liberté de constitution des partis.

Mais elles incluent aussi les revendications propres à la classe ouvrière et la jeunesse : droit au travail et aux études, droit à la santé, paiement et augmentation massive des salaires, un CDI pour tous, etc.

A cet égard, ils ne peuvent accepter que ces dernières soient remises à un avenir lointain. Ils ne peuvent accepter la position exprimée par le coordinateur de la CSA, Sadek Dziri qui, à propos de la manifestation du 1^{er}-Mai, indiquait à un journaliste : « *Dans le contexte actuel, les revendications socioprofessionnelles ne peuvent être satisfaites par un gouvernement et le pouvoir en général, que le peuple ne reconnaît pas. Nous avons foi que les revendications socioprofessionnelles aboutiront dans une Algérie libre et dans le cadre d'un État de droit et de justice sociale auquel nous aspirons. Les revendications des travailleurs seront progressivement satisfaites mais dans une Algérie nouvelle.* »

Non ! C'est maintenant que les travailleurs entendent que des mesures d'urgence soient prises pour les travailleurs et la jeunesse.

Mais quel gouvernement peut-il prendre de telles mesures, sinon un gouvernement des organisations ouvrières elles-mêmes ? Or la classe ouvrière ne dispose pas en Algérie d'un parti à elle, défendant ses intérêts propres. Dans ces conditions, ce ne peut être qu'un gouvernement des organisations syndicales : UGTA – débarrassée de Sidi Saïd et des agents de l'actuel pouvoir – et CSA.

BALAYER LA DIVISION, IMPOSER LE FRONT UNIQUE UGTA-CSA POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

Il y a évidemment un rapport entre le fait que Sadek Dziri propose de reporter aux calendes grecques la satisfaction des revendications ouvrières et sa proposition politique de conciliation avec Gaïd Salah. Car c'est bien le sens de la proposition qu'il énonce : « *Pour nous, à la CSA, la priorité est la désignation d'une instance et d'un gouvernement de transition.* »

Ainsi s'explique aussi la division soigneusement orchestrée le 1^{er}-Mai. Alors que l'aspiration des travailleurs était incontestablement à l'unité, donc à une manifestation unique appelée conjointement par les syndicats, il y a eu trois cortèges distincts : un du SNAPAP, un des syndicalistes de l'UGTA, un de la CSA ! Les travailleurs devront imposer eux-mêmes que soit mis fin à la division. La division fait le lit de la répression ! La réalisation immédiate du front unique des organisations syndicales doit préparer la constitution d'une centrale unique des travailleurs, indépendante de l'Etat et du patronat, et garantissant en son sein la libre confrontation démocratique.

Dans l'immédiat, il faut imposer le Front uni de l'UGTA et de la CSA et des syndicats autonomes pour un appel à la grève générale ; que, tous ensemble, ils organisent la grève générale à travers des comités de grèves élus, centralisés dans le cadre d'un comité central de grève, avec les syndicats en son sein pour les contrôler. C'est la grève générale qui permettra d'en finir définitivement avec le régime, d'imposer l'élection de l'Assemblée nationale souveraine et la constitution d'un gouvernement des organisations ouvrières.

CE POUR QUOI MILITENT LES CAMARADES REGROUPÉS AUTOUR DE « MAGHREB SOCIALISTE »

Les militants regroupés autour de « Maghreb socialiste » n'ont pas d'autres intérêts que ceux des masses en lutte contre le régime.

C'est pourquoi, ils militent :

- pour la chute du régime, la satisfaction de toutes les revendications démocratiques en particulier l'élection d'une Assemblée nationale souveraine
- pour la satisfaction des revendications ouvrières, ce que seule permettra la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier en finissant avec la domination impérialiste, expropriant les grands groupes capitalistes, organisant la production en fonction du besoin des masses
- immédiatement pour l'unité des rangs ouvriers, le front unique des organisations ouvrières ouvrant sur la constitution d'une centrale ouvrière unique indépendante de l'Etat et de la bourgeoisie, et démocratique
- pour la constitution d'un véritable parti ouvrier
- en l'absence de ce dernier, aujourd'hui, pour un gouvernement des organisations syndicales.

Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact :
maghrebsocialiste@free.fr